liard de boisseaux de grain, qui représentent une somme d'environ 2 milliards de dollars. Pour être à la hauteur d'une industrie de cette importance, nous devons avoir un service effectif pour la manutention du grain ainsi que des installations d'entreposage appropriées. Pour écouler le grain dans de bonnes conditions, nous devons aussi avoir une méthode de classement rationnelle et effective qui desserve efficacement le marché disponible.

Le commerce des grains au Canada est très important; il constitue un élément de base de l'ensemble de l'économie et sa contribution à la prospérité générale est loin d'être négligeable. L'aptitude du Canada à obtenir et à garder sa part du marché mondial dépendra dans une très large mesure de la qualité du grain canadien et de la division des grains en certaines classes selon les différences de qualité et selon les besoins du marché. Je pourrais mentionner ici en particulier les spécifications concernant la qualité et les exigences de nos clients.

Les progrès technologiques, monsieur l'Orateur, ont une grande répercussion sur l'industrie mondiale des grains. Des développements importants se sont produits dans presque tous les pays industrialisés grâce à des méthodes nouvelles et modernes adaptées dans le domaine de la minoterie, de la boulangerie, de la brasserie, de la fabrication des pâtes alimentaires et dans toutes autres formes d'utilisation des grains. Par exemple, on peut maintenant fabriquer le pain par des méthodes plus modernes d'expansion matérielle de la pâte et de cuisson continue qui remplacent les méthodes traditionnelles de fermentation de la levure.

On a réalisé aussi des progrès considérables dans les méthodes d'évaluation scientifique et dans les techniques et procédures de vérification. Ces progrès ont entraîné dans les marchés mondiaux des exigences et des spécifications plus compliquées pour les céréales. Il faut y faire face, d'autant plus que la concurrence d'autres pays fournisseurs devient de plus en plus forte.

Compte tenu des exigences de qualité de nos clients, le projet de loi dont est saisie la Chambre ce soir est conçu pour permettre à l'industrie canadienne de se mettre à la hauteur des nouveaux défis que présentent les marchés d'exportation et de consommation locale. Le bill est assez souple pour permettre des modifications et nous pourrions donc adapter de temps à autre nos normes et notre classification selon les besoins.

La loi actuelle sur les grains du Canada, monsieur l'Orateur, établit les normes de classement de divers grains et ne peut donc être

modifiée que par un amendement présenté à la Chambre. Le nouveau projet de loi définit en annexe les normes de classement. Le gouverneur en conseil aura donc le pouvoir de modifier les normes actuelles de classement, d'établir de nouvelles classes et, en général, de modifier les classes que l'annexe définit.

Dans des situations urgentes, par exemple, on pourra modifier rapidement le tableau des classes pour toute céréale visée par la loi. A mon avis, c'est indispensable, car parfois les circonstances changent rapidement et il faut pouvoir aviser. En général, toutefois, et pour des raisons de continuité, il faudra probablement environ huit mois pour modifier les classes établies; si je dis cela, c'est qu'il y a un facteur financier très important à considérer lorsque les stocks ont été achetés du producteur, car il reste à acheminer ces stocks vers les systèmes de manutention et de transport et à les charger sur des cargos à destination de l'étranger.

Le bill prévoit aussi l'inclusion d'autres facteurs de qualité, notamment la teneur protéique du blé, lorsqu'il s'agit de l'établissement des normes. Grâce à ce bill, le gouvernement pourra, dès que la chose sera possible, imposer de nouvelles normes pour le blé dans lesquelles les protéines constitueront l'un des facteurs de qualité. Il permettra aussi au gouvernement de donner suite aux changements dans d'autres normes de classe, qui pourraient se produire de temps à autre.

La nouvelle loi donne aussi à la Commission des grains, désormais désignée sous le nom de Commission canadienne des grains, des pouvoirs plus étendus afin qu'elle puisse exercer son autorité lorsque la situation l'exige sur tout le système des élévateurs à grains, y compris les installations telles que les moulins de provende et les silos de l'industrie de transformation. Dans le passé, son autorité se limitait aux élévateurs régionaux, terminus, de transbordement, de l'Est et de minoterie. Les élévateurs seront classés selon l'usage principal qu'on en fait et l'exploitation en sera autorisée en vertu d'un permis correspondant.

Le bill prévoit un contrôle plus complet des wagons de chemin de fer et du mouvement des grains. Ainsi, on continuera d'affecter les wagons de chemin de fer disponibles aux divers points d'expédition. Le gouverneur en conseil sera autorisé à exiger de l'élévateur ou des compagnies ferroviaires qu'ils placent à n'importe quel endroit particulier des wagons pour le transport du grain. En outre, le gouverneur en conseil aura l'autorisation de décider quel ministre ou quel organisme du gouvernement exercera les pouvoirs d'affectation de wagons aux divers endroits et, de fait, aux